

AVIS DE TEMPÊTE CÉVENOLE

ENVIRONNEMENT, SANTÉ, PAYSAGES, PATRIMOINE

5 Juillet 2025: Revue de presse énergie-climat

Parmi l'avalanche de discours suscités par l'actualité énergie-climat haletante de cette semaine, nous avons retenu un minuscule échantillon, sans méthodologie particulière autre que le souhait d'embrasser du mieux possible le spectre des sensibilités et des positions. A savoir:

Du côté des "pro-PPE":

- jeudi 3 juillet, l'édito politique de Patrick Cohen, sur France Inter
- vendredi 4 juillet, un commentaire de @GabrielAttal, sur le réseau X (anc. Twitter)
- vendredi 4 juillet, une interview d'Aurélié Trouvé (LFI), sur France Info (8h30 - 9h)

Du côté des "anti-PPE"¹:

- jeudi 3 juillet, une interview de Jean-François Copé par Sonia Mabrouk, sur Europe 1
- vendredi 4 juillet, une interview de Xavier Moréno (Cérémé), sur Europe 1

Un peu entre les deux, jeudi 3 juillet: Les Informés de France Info (20h-21h)

Et pour compléter le tableau, deux interventions de la semaine précédente:

- une interview d'Agnès Pannier-Runacher sur France Info (mercredi 25 juin);
- une interview d'Alexandre Jardin sur le site Front Populaire, le média de Michel Onfray.

Les liens, morceaux choisis, voire texte complet pour chacun de ces discours sont fournis à la fin du présent texte.

Ce qui frappe d'abord, parmi cet échantillon et au-delà, c'est la puissance de l'invective dans les réactions de tous les milieux pro-PPE allant du centre à la gauche: «*populiste*» (Pannier-Runacher), «*climato-scepticisme antiscience*» (Attal), «*virage anti-écologie*» (Cohen), «*retour à la bougie*» (Trouvé). On a même cru entendre, ce jeudi, un député du bloc central parler de «*climato-négationnisme*»!

Le recours massif à l'invocation de la problématique climatique est jusqu'à un certain point prévisible - il correspond au schéma de pensée et/ou instrument rhétorique que, dans une de nos premières chroniques, nous avons appelé "corrélation climatique"².

¹ La dichotomie pro-PPE / anti-PPE est ici purement conjoncturelle et strictement à but de simplicité et de clarté de l'exposé. Nous ne sommes pas en train de conceptualiser un nouveau clivage sociopolitique.

²

<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Chronique%20Moratoire%20J+3%2022%20Juin%202025.pdf>

Ce qui est frappant ici, et en cela la question de l'éolien et du solaire rejoint celle des ZFE, c'est que ce recours à l'argument climatique, non seulement ne correspond à aucune logique véritable, mais trahit souvent, chez ceux-là mêmes qui l'utilisent comme instrument rhétorique de disqualification, une confusion intellectuelle qui se retrouve ainsi exposée à leur détriment.

Ainsi, si on y réfléchit une minute, les promoteurs hier d'un moratoire, aujourd'hui de la fin des aides publiques aux filières renouvelables intermittentes, ne sont aucunement en train de proposer de remettre des énergies fossiles dans le mix électrique. De fait, il existe des leviers de dosage du mix reposant par exemple sur un accroissement du facteur de charge des réacteurs nucléaires, ou encore sur un recours accru aux filières renouvelables qui, à l'inverse de l'éolien et du solaire, sont pilotables, et donc plus aisément compatibles avec le nucléaire. Auquel cas l'impact climatique de l'ajustement est nul.

Reste à envisager la façon de gérer l'évolution des consommations en relation avec l'électrification des usages. Nous avons abordé cette question dans notre dernière chronique³, et serons amenés à y revenir. Disons simplement pour l'instant qu'il existe plusieurs solides raisons de penser que l'électrification des usages n'est pas forcément à même de susciter une adhésion aveugle et unanime en tant que "solution" au défi climatique. Et, n'en déplaise aux professionnels de l'invective, aucune de ces raisons ne relève du climato-scepticisme.

Concernant les ZFE, le lien avec le climat est, de façon similaire, ténu au point d'être inexistant. On a remarqué comment Agnès Pannier-Runacher elle-même s'était vue obligée de préciser que les ZFE étaient strictement une politique de santé publique⁴, alors que de l'autre côté du micro Nicolas Demorand venait de postuler leur intérêt dans la lutte contre le dérèglement.

Une semaine plus tard, toujours sur les antennes de Radio France, toujours en prime time, récidive: Salhia Brakhlia affirme en parlant des ZFE que *«ces zones qui existaient par endroit, elles permettaient d'éviter les émissions de gaz à effet de serre»*.

Le pire étant que ni son confrère Jérôme Chapuis, ni l'interviewée Aurélie Trouvé, ne trouvent à la contredire, ce par quoi Mme Trouvé se place elle-même dans la position délicate d'apparaître "anti-climat" en ayant voté la suppression des zones, alors qu'elle ne l'est pas puisque les ZFEs ne sont pas une mesure climatique! Surréaliste.

Dans l'autre camp, si on n'atteint pas le niveau de contresens que l'on vient de pointer ici dans le contexte du débat sur les ZFE, on est quand même parfois dans une imprécision potentiellement contre-productive.

3

<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Chronique%20Moratoire%20J+8%2027%20Juin%202025.pdf>

4

<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Chronique%20Moratoire%20J+7%2026%20Juin%202025.pdf>

Page 3 du texte. Il faut saluer l'honnêteté intellectuelle dont fait preuve ici la ministre. Mais aussi, on se demande, du coup, pourquoi le dossier n'est pas au Ministère de la Santé.

Ainsi, lorsque messieurs Retailleau, Bellamy et Aubert intitulent leur manifeste de ce jeudi «*Rebâtir un parc nucléaire et stopper le financement des renouvelables, notre plan pour l'énergie*»⁵, ils se seraient rendu service en précisant qu'il s'agit ici essentiellement des renouvelables *intermittents*.

De même, à supposer que Patrick Cohen soit factuel à propos du député LR Antoine Vermorel, qui aurait expliqué que «*le 100% nucléaire est une voie d'échec*», il y a là une exagération coupable qui ne rend service à personne. Que l'on sache, ni le RN ni LR ne sont en train de proposer que l'on renonce à l'hydraulique!

Pour le reste, les réactions du centre-gauche (Pannier-Runacher, Attal, Cohen), pour être les plus véhémentes, sont néanmoins les plus prévisibles. Après tout, le centre-gauche défend *sa* PPE, qui, dans sa version dominante, satisfait aux intérêts industriels dont il reconnaît la légitimité - beaucoup de nucléaire parce qu'il faut bien, beaucoup d'éolien et de solaire parce que ça fait bien, et la justification des investissements correspondants au nom du climat, par invocation de la dernière "solution" en date en la matière, le nouveau graal à saisir: l'électrification des usages.

Le tout auto-estampillé "*écologie*", manière à la fois de rassurer et flatter la classe urbaine aisée qui est sa base électorale. Rassurer parce que, les canicules s'enchaînant, la population a besoin de croire que les gens qu'elle a élus sont en train de régler le problème. Flatter, parce que cette PPE les conforte dans l'idée que, pour l'essentiel, les changements nécessaires se résument à cela, et qu'ils sont, eux les urbains aisés, suffisamment écolos comme ça et peuvent donc, pour le reste, continuer avec leur mode de vie et leur train de vie d'urbains aisés⁶.

Le discours de LFI (Aurélie Trouvé) commence par une vitupération toute aussi excessive que celle des cousins de centre-gauche («*plonger la France dans le noir*», «*plus assez de courant!*», «*retour à la bougie*») mais apporte aussi, au fil de l'interview, un éclairage supplémentaire.

Mme Trouvé nous rappelle que son parti promeut, pour faire court, l'équivalent d'une transition à l'allemande - sortie progressive du nucléaire, recours massif aux renouvelables intermittents. Soit. Ceci étant, et sans doute involontairement, elle nous rappelle surtout que, finalement, le choix stratégique majeur entre une architecture calée sur le nucléaire et un système centré sur les renouvelables intermittents, ce choix là, donc, reste en suspens. On parle encore de six

⁵ <https://www.lefigaro.fr/vox/economie/rebatir-un-parc-nucleaire-et-stopper-le-financement-des-renouvelables-notre-plan-pour-l-energie-20250702>

⁶ "Urbains aisés" est simplement ici une terminologie à but de schématisation, pas une catégorie sociologique susceptible d'être érigée en cible d'un discours de dénigrement. Immanquablement, un discours critique portant sur un comportement politique renvoie aux populations envisagées comme base électorale du parti concerné. Mais ce renvoi est forcément schématique. De fait, il est au mieux de nature statistique, et n'implique pas une correspondance stricte jusqu'au niveau individuel. Ce qui contribue sans doute au fait que tant de gens ne se reconnaissent vraiment ni dans un parti, ni dans les classifications sous-jacentes à l'analyse des bases électorales des partis. De nombreux citoyens, à commencer d'ailleurs parmi les membres de notre association, sont susceptibles de se reconnaître, à divers degrés, dans la terminologie "urbains aisés", sans forcément se reconnaître dans les énoncés dans lesquels nous utilisons cette terminologie.

"scénarios" RTE dont trois n'impliquent pas de "nouveau nucléaire" - les 14 EPR inclus dans le texte de loi rejeté la semaine dernière par l'Assemblée.

Que LFI fasse une offre politique basée sur une transition à l'allemande peut surprendre, mais après tout, c'est leur affaire, et il n'y a là rien à redire. Mais que le choix entre ce type d'offre et celui basé sur la logique de la stratégie énergétique mise en place par le général De Gaulle soit encore en suspens, cela est autrement préoccupant.

Les Informés de France Info de jeudi soir annoncent qu'en réaction au recadrage général tenté par le président Macron en direct depuis l'Aveyron, le Premier Ministre aurait asséné: *«C'est moi qui tranche!»*. Une des invitées du plateau rebondit immédiatement, parlant de Mr Bayrou: *«C'est précisément ce qu'il ne fait pas!»*

L'autre aspect du discours LFI qui interpelle concerne l'acceptabilité sociale. Quand Jérôme Chapuis presse Aurélie Trouvé sur le paradoxe de la position LFI qui est à la fois *contre* les ZFE et *pour* la prolifération éolienne et solaire qui est au menu de la PPE, celle-ci s'en défend en taxant les ZFE d'*«écologie anti-populaire»*, et de s'exclamer par contraste: *«A quel moment l'éolien et le photovoltaïque s'en prennent aux classes populaires?»*.

Voilà l'occasion de proposer un court intermède en images sous la forme du diaporama suivant: <http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/Acceptabilite%20Sociale%20Industrialisation%20Eolienne%20Decembre%202016%20-%20Mai%202017.pdf>

Si cette compilation commence à dater, on peut être certain qu'entre temps, le sentiment dans les provinces, dans les territoires, concernant l'éolien spécifiquement, ne s'est pas amélioré.

Soit LFI n'est pas au courant (?). Soit LFI est au courant, mais considère que les gens qui apparaissent dans ce diaporama n'entrent pas dans leur définition de "classes populaires"⁷. S'il y a par exemple, parmi ces gens, des modestes salariés du secteur agro-alimentaire dont la maison pour laquelle ils ont épargné toute leur vie devient invendable avec l'arrivée, à 500m de là, d'une demi-douzaine d'éoliennes hautes comme la Tour Montparnasse, alors ça, ça n'est pas l'éolien qui s'en prend aux classes populaires?

Ou alors, LFI a décidé que leur définition de "classes populaires" devait se limiter à celles des circonscriptions gagnables, et que les autres, eh bien, iraient voir chez le RN, sachant qu'à chaque élection qui compte, LFI se liguerait à tous les autres partis pour "faire barrage au RN" représenté comme ramassis de "pro-nucléaires", voire de "climato-sceptiques", et pourquoi pas de "fascistes". Bref, un comportement politique équivalent à l'ostracisation systématique de pans entiers de la population rurale. Population parmi laquelle Mme Trouvé serait sans doute étonnée de découvrir que, hormis la question éolienne, une fraction non négligeable serait en général plutôt d'accord avec les propositions de LFI⁸.

⁷ Pendant toute une période, le marketing éolien, abondamment relayé par les médias "mainstream", se plaisait à peindre la contestation locale de l'éolien selon la représentation archétypale de l'aristocrate de province agacé par la vue, depuis la terrasse de son manoir, d'une ou deux lointaines éoliennes. "Insoumis" ou "pas Insoumis", nous avons tous été, depuis des années, *soumis* au marketing éolien, selon l'un ou l'autre sens du terme.

⁸ Une illustration de la précaution méthodologique exprimée dans la note numéro 6 ci-dessus.

Il y a donc ici quelque chose d'incompréhensible, encore plus venant d'un parti qui parlait de faire passer "*l'humain d'abord*".

En tout cas, c'est là que le discours d'Alexandre Jardin entre en jeu, et porte. Il parle d'une «*crise de la déconnexion*»: «*on a vraiment deux France, et il y en a une qui ne voit pas l'autre*». Il décrit la façon dont l'«*écologie bureaucratique*» procède en diffusant la peur⁹, puis en régulant par des normes souvent à l'emporte-pièce, et imposées de façon autoritaire – la sempiternelle référence aux "engagements" ou "objectifs" européens.

Il est encouragé de constater que même parmi la population des centres-villes bénéficiaires des ZFEs, une fraction significative était opposée à la mesure au titre de ses effets d'exclusion¹⁰. Il considère que son mouvement les #Gueux aura accompli son œuvre lorsque le pays aura «*reconnecté*», c'est-à-dire retrouvé une cohésion sociopolitique comme en jouissent, par exemple, les Suisses.

Le point commun que Mr Jardin a repéré entre les ZFE et la prolifération éolien/solaire de la PPE, c'est qu'on est chaque fois dans un scénario de plaire aux riches en ponctionnant les pauvres. Or, et de façon étonnante, le centre-gauche et la gauche semblent insensibles à l'argument des coûts, et à la question de savoir qui profite, et qui paye.

Aurélien Trouvé considère que 180 milliards d'euros pour 14 EPR sont un «*gouffre financier*», mais pas les 300 milliards que la PPE prévoit de mettre dans l'éolien et le solaire alors que RTE, depuis ce printemps, passe son temps à forcer les opérateurs éoliens et photovoltaïques à freiner, voire stopper leurs centrales, pour cause de surproduction générale.

Patrick Cohen annonce que «*tout est faux*» (sic) dans le constat que la facture d'électricité des Français a doublé depuis 10 ans et qu'elle va encore doubler dans les 10 ans à venir. Mr Cohen fait sans doute partie des gens qui n'ont pas besoin de se préoccuper outre mesure de leur facture d'électricité.

Il y a un an à peine, une commission sénatoriale concluait que «*plus les scénarios de mix électriques comportent une part significative d'éolien et de photovoltaïque, plus le coût de production moyen du système est élevé*». La commission a auditionné sous serment à peu près tous les gens qui connaissaient quelque chose à la question, et était pilotée par les sénateurs Franck Montaugé, socialiste, et Vincent Delahaye, centriste. «*Tout est faux*», vraiment? Dissonance?

A propos de dissonance, le président Macron sort d'un sommet sur les océans à Nice, et par ailleurs promeut une PPE qui prévoit de couler 3 millions de tonnes de béton à une dizaine de kilomètres des côtes au titre du programme d'éolien en mer. Paul Watson et Sea Shepherd demandent depuis des années un moratoire complet sur l'éolien offshore.

⁹ Voir en fin de texte un extrait de l'interview d'Agnès Pannier-Runacher

¹⁰ A nouveau une illustration de la nécessité de se garder de toute forme de clivage basé sur des généralisations hâtives.

Jeudi soir, le président est à Roquefort pour les cent ans de l'AOP quand il essaie de reprendre la main sur le tumulte politico-médiatique de la journée concernant la PPE.

La politique douanière de Trump menace la pérennité de la filière roquefort? Sans doute, mais quid de la bulle spéculative du photovoltaïque au sol, que le moratoire honni visait précisément à questionner? Il se trouve que le Conseil Départemental et la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron ont dû se positionner conjointement contre le photovoltaïque d'artificialisation, précisément parce que les propriétaires fonciers qui louent leurs terres 300€/ha aux éleveurs ovins de la filière roquefort se voient désormais proposer 2000€ à 5000€/ha par les promoteurs photovoltaïques¹¹. Voilà exactement l'argent des subventions publiques auxquelles LR déclare cette semaine vouloir fermer le robinet.

Aurélie Trouvé rassure qu'*«on ne va pas mettre du photovoltaïque sur toutes les zones agricoles»*. Attendons de voir. En attendant, tout cela fait un peu "pompier pyromane". La Coordination Rurale demande d'inscrire dans la Constitution l'allocation prioritaire des terres cultivables à la production alimentaire. Peut-être un terrain d'entente - enfin! - avec LFI?

Finalement, si l'on intègre le fait que le RN semble s'être un peu empêtré en envisageant la réouverture de Fessenheim, il apparaît, un peu contre toute attente, que ce soit Les Républicains qui, dans la séquence, tirent le mieux leur épingle du jeu.

D'abord, ils ont fait "sortir de leurs gonds" la plupart des poids lourds de Renaissance jusqu'aux Verts, et face au torrent d'invective, ils ont su garder leur sang-froid.

Ils pressentent qu'il n'y a pas une majorité d'opinion, dans le pays, pour sortir du nucléaire et s'engager dans une aventure énergétique à l'allemande.

Ils ont repéré des experts crédibles qui, comme Xavier Moréno, expliquent de façon posée non seulement qu'une architecture dans laquelle le nucléaire serait un appoint aux renouvelables intermittents ne tient pas debout, mais aussi que le simple fait de faire fonctionner l'éolien et le solaire en complément du nucléaire se heurte à des contraintes techniques et est inefficace sur le plan économique.

Ils ont compris que pour les "honnêtes gens" dont le parti convoite les suffrages, donner des milliards d'aides publiques à des investisseurs, pour la plupart étrangers, pour ajouter des capacités à un système actuellement en surproduction, puis garantir aux opérateurs un prix fixe qui les met à l'abri des aléas du marché, puis les payer encore même quand ils ne produisent pas, pour les "honnêtes gens", donc, qui financent tout cela en dernier ressort, cela fait beaucoup à avaler.

11

<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/PV%20Positionnement%20Conseil%20Departemental%20&%20Chambagri%20Aveyron%20Octobre%202023.pdf>

Ils ont compris que dans la discussion budgétaire à venir, les subventions publiques à l'éolien et au solaire seraient une cible facile dans la recherche des 40 milliards d'économie.

Ils ont compris la situation intenable du Premier Ministre, écartelé entre sa défense affichée de "la France des territoires", qui ne veut pas de la PPE, et les "objectifs" en matière d'éolien et de solaire que la PPE fait descendre de Bruxelles.

Situation intenable aussi entre la recherche des 40 milliards et la prolongation du non-choix entre nucléaire et filières intermittentes, non-choix que la PPE fait perdurer en prévoyant des investissements massifs à la fois dans le premier et dans ces dernières.

Sur cette question fondamentale de l'architecture électrique, un référendum pourrait être une façon de trancher, mais au vu du niveau ambiant d'invective, de désinformation, d'amalgame et de simple confusion intellectuelle, y compris parmi les "élites", le succès d'un référendum, en tant qu'exercice permettant de donner au devenir du mix électrique une légitimité démocratique, semble illusoire.

Il faudrait commencer par rétablir un niveau minimum de cohésion sociopolitique – l'ambition d'Alexandre Jardin, beaucoup plus de respect et d'écoute entre les acteurs, et davantage d'objectivité dans les médias, à commencer par ceux dits de service public.

En attendant, les LR, même si, pour le dire familièrement, ils s'en sont «pris plein la figure» cette semaine, peuvent compter sur des troupes robustes.

A commencer par Julien Aubert, rapporteur de la commission parlementaire sur les EnR en 2019, et qui sait tout ce qu'il y a à savoir notamment sur l'éolien.

Ou encore Jean-François Copé, qui, avec un aplomb et un brio rares, parvient ce jeudi à exprimer la nuance minimum nécessaire vis-à-vis de feu le moratoire, mais sans s'écarter de la nouvelle ligne politique exprimée par Mr Retailleau la veille; et qui en plus, habileté suprême, arrive à ressortir vivant des mains de Sonia Mabrouk, qui d'emblée était prête à le dépecer sur la délicate question de son implication aux côtés d'un promoteur éolien allemand en Charente-Maritime¹².

Notre première chronique, il y a deux semaines, s'intitulait «*L'été sera chaud*». Nous ne pensions pas si bien dire. En matière de politique énergie-climat, la semaine écoulée aura été torride.

¹² <https://www.leparisien.fr/charente-maritime-17/tous-les-coups-sont-permis-un-promoteur-eolien-reclame-44-millions-deuros-a-un-village-de-charente-maritime-25-05-2025-MKKGKLEK5KZGJRDR7HW7AH6ZLOI.php>

Sources:

Agnès Pannier-Runacher, interview France Info, mercredi 25 juin:

https://www.franceinfo.fr/replay-magazine/franceinfo/l-invite-politique/l-invite-politique-du-mercredi-25-juin-2025_7336326.html

Extrait (chrono 7:57) «Ça veut dire que le dérèglement climatique est à nos portes et ça veut dire ce que lorsque les populistes, comme ils l'ont fait hier en votant contre les énergies renouvelables, ne proposent aucune solution en matière d'écologie, ils mettent en risque les Français. C'est une démonstration patente de leur volonté de ne pas protéger les Français! Est-ce qu'ils veulent que demain, on n'ait plus d'eau? Est-ce qu'ils veulent que demain, on n'ait plus d'industrie?»

Alexandre Jardin, interview Front Populaire:

https://frontpopulaire.fr/fpplus/rencontres/videos/zfe-et-ppe-lecologie-punitiv-detrui-les-classes-populaires-entretien-avec_vco_31334133?m_i=aZVaBrpvbkh%2BoCcJ5XXk_spCUkpK_MgnkIwn45bzECluEWJ75u1eMMj19tEH2I_FtxvAZgpKqSOTMuT8FRZbIXS6mOwoA%2B&utm_source=selligent&utm_medium=newsletter&utm_campaign=3006FP&utm_content=alexandre+jardin+video

Patrick Cohen, édito politique de France Inter, jeudi 3 juillet:

«Le virage anti-écolo de Retailleau»

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-edito-politique/l-edito-politique-du-jeudi-03-juillet-2025-1706838>

Jean-François Copé, interviewé par Sonia Mabrouk, Europe 1, jeudi 3 juillet:

<https://www.msn.com/fr-fr/video/actualite/la-grande-interview-jean-fran%C3%A7ois-cop%C3%A9/vi-AA1HSShm>

Les Informés de France Info, jeudi 3 juillet 20h-21h:

https://www.franceinfo.fr/replay-radio/les-informes-de-france-info/le-recadrage-de-macron-a-retailleau-darmanin-propose-de-transformer-des-ehpad-en-prisons-les-informes-de-franceinfo-du-jeudi-3-juillet-2025_7323306.html

Xavier Moréno, président du Cérémé, interview Europe 1, vendredi 4 juillet:

<https://www.europe1.fr/emissions/L-interview-de-7h40/mettre-trop-deolien-en-france-alors-que-le-pays-possede-deja-enormement-de-nucleaire-cest-une-aberration-technique-affirme-xavier-moreno-762158>

Gabriel Attal, @GabrielAttal (X anc. Twitter), vendredi 4 juillet:

<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/STOP-PPE%20Gabriel%20Attal%204%20Juillet%202025.pdf>

Auréli Trouvé (LFI), interview France Info (8h30 - 9h), vendredi 4 juillet:

Suppression des ZFE : «Nous ne ferons jamais de l'écologie contre les classes populaires»

https://www.franceinfo.fr/replay-radio/8h30-fauvelle-dely/suppression-des-zfe-nous-ne-ferons-jamais-de-l-ecologie-contre-les-classes-populaires-assure-la-deputee-lfi-aurelie-trouve_7325568.html